

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3684

[2012/206980]

**29 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 3, § 4;

Vu l'avis 51.955/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*Section 1^{re}. — *Définitions*

Article 1. § 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o "décret" : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

2^o "bien domanial" : le domaine public régional tel que défini dans le décret;

3^o "autorisation" : l'autorisation visée à l'article 3 du décret;

4^o "Code de la route" : l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

5^o "règlement technique" : l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité;

6^o "utilisateur" : toute personne physique ou morale qui utilise un véhicule exceptionnel;

7^o "charge indivisible" : une charge qui ne peut, aux fins de transport par route, être divisée en plusieurs chargements sans frais ou risque de dommages importants et qui ne peut, du fait de ses dimensions ou masse, être transportée par un transport dont les dimensions et la masse sont conformes au Code de la route et au règlement technique;

8^o "transport exceptionnel" : tout déplacement d'un véhicule exceptionnel sur la voie publique;

9^o "véhicule exceptionnel" : véhicule automobile, une remorque ou un train de véhicules tels que définis à l'article 1^{er} du règlement technique qui, par sa construction ou par sa charge indivisible, dépasse les limites de masse ou de dimensions fixées dans le Code de la route et le règlement technique;

10^o "autorité gestionnaire" : le Service public de Wallonie;

11^o "consultation" : la demande de renseignements techniques.

§ 2. Les notions non définies dans le présent arrêté utilisées pour désigner des véhicules automobiles, des remorques ou leurs caractéristiques doivent être comprises conformément aux définitions qui en sont données dans le règlement technique.

Section 2. — *Objet*

Art. 2. Le présent arrêté fixe les règles de procédure pour l'octroi d'une autorisation de transport exceptionnel.

Il détermine également les conditions générales auxquelles cette autorisation est soumise, y compris le paiement de redevances dont il détermine le tarif et les modalités de perception.

Pour chaque autorisation des conditions particulières peuvent être imposées par l'autorité gestionnaire du bien domanial suivant la situation locale ou les nécessités spécifiques.

Section 3. — *Catégories de véhicules exceptionnels*

Art. 3. Les catégories de véhicules exceptionnels sont les suivantes :

1^o Catégorie 1 : le véhicule exceptionnel qui répond aux conditions suivantes :

a) pour un véhicule unique, sa longueur est inférieure ou égale à 19,00 mètres; pour un train de véhicules, sa longueur est inférieure ou égale à 27,00 mètres;

b) sa largeur est inférieure ou égale à 3,50 mètres;

c) sa hauteur et sa masse sont conformes au Code de la route et au règlement technique.

2^o Catégorie 2 : le véhicule exceptionnel qui répond à au moins une des conditions suivantes :

a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 19,00 mètres et inférieure ou égale à 22,00 mètres; pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 27,00 mètres et inférieure ou égale à 30,00 mètres;

b) sa largeur est supérieure à 3,50 mètres et inférieure ou égale à 4,25 mètres;

c) sa hauteur excède les limites prévues au Code de la route et au règlement technique et est inférieure ou égale à 4,50 mètres;

d) sa masse excède les limites prévues au règlement technique et est inférieure ou égale à 90,000 tonnes;

3^o Catégorie 3 : le véhicule exceptionnel qui répond à au moins une des conditions suivantes :

a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 22,00 mètres et inférieure ou égale à 28,00 mètres;

b) pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 30,00 mètres et inférieure ou égale à 35,00 mètres;

c) sa largeur est supérieure à 4,25 mètres et inférieure ou égale à 5,00 mètres;

- d) sa hauteur est supérieure à 4,50 mètres et inférieure ou égale à 4,80 mètres;
 e) sa masse est supérieure à 90,000 tonnes et inférieure ou égale à 120,000 tonnes;
 4° Catégorie 4 : le véhicule exceptionnel de cette catégorie répond à au moins une des conditions suivantes :
- a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 28,00 mètres;
 - b) pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 35,00 mètres;
 - c) sa largeur est supérieure à 5,00 mètres;
 - d) sa hauteur est supérieure à 4,80 mètres;
 - e) sa masse est supérieure à 120,000 tonnes.

CHAPITRE II. — L'autorisation

Section 1^{er}. — L'obligation d'autorisation

Art. 4. § 1^{er}. Toute mise en circulation sur la voie publique d'un véhicule exceptionnel requiert une autorisation expresse préalable de l'autorité gestionnaire et une prise de connaissance des conditions d'autorisation.

§ 2. L'utilisateur du véhicule exceptionnel est chargé de l'application de toutes les prescriptions contenues dans l'autorisation.

§ 3. Ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté, les véhicules folkloriques dans les conditions de l'article 56bis du Code de la route ainsi que les véhicules exceptionnels, mis en circulation sur la voie publique :

- par l'armée;
 - par les services de police;
 - par les gestionnaires de voirie pour l'exercice de leurs missions;
 - par les sous traitants des gestionnaires de voirie, lorsqu'ils sont affectés durant la période hivernale aux missions de déneigement ou d'épandage pour autant que le caractère exceptionnel du véhicule résulte de la pelle à neige ou de l'installation d'épandage;
 - par la protection civile;
 - par les sapeurs pompiers;
- ou réquisitionnés par l'autorité lors de la lutte contre les catastrophes.

Dans ces cas, le transport exceptionnel s'effectue sous la direction de l'autorité qui utilise le véhicule exceptionnel. Cette autorité prend toutes les mesures requises en vue d'assurer la sécurité routière ainsi que la sécurité et la facilité de la circulation du véhicule exceptionnel.

§ 4. Les conseils communaux peuvent arrêter des règlements complémentaires suspendant ou modifiant l'application des dispositions du présent arrêté pour le trafic s'effectuant entre les quais d'embarquement et de débarquement, les dépôts, les hangars, les magasins et les entreprises établis dans les ports maritimes ou fluviaux ou à proximité de ceux-ci et traitant les produits transitant par ces ports.

Art. 5. L'autorité gestionnaire peut interdire le transport exceptionnel à certains moments ou endroits ou dans des circonstances déterminées ou le soumettre à certaines conditions.

Section 2. — Les types d'autorisations

Art. 6. L'autorisation a une durée de validité de :

- 1° cinq ans maximum pour les véhicules exceptionnels de la catégorie 1;
- 2° un an maximum pour les véhicules exceptionnels de la catégorie 2;
- 3° quatre mois maximum pour les véhicules exceptionnels de la catégorie 3;
- 4° deux mois maximum pour les véhicules exceptionnels de la catégorie 4.

Section 3. — La procédure de l'autorisation

Art. 7. § 1^{er}. La réception de la demande d'autorisation est constatée par l'envoi au demandeur d'un accusé de réception.

§ 2. La demande est recevable si les redevances relatives à des demandes antérieurement introduites ont été payées conformément aux dispositions de l'article 11.

§ 3. Si la demande est incomplète et nécessite un complément d'information, il est adressé au demandeur un relevé éléments manquants dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

Le demandeur est informé de la date de réception des éléments manquants.

Si les éléments reçus nécessitent toujours un complément d'information, il est adressé à nouveau au demandeur un relevé des éléments manquants dans les trois jours ouvrables à compter de la date visée à l'alinéa 2.

La procédure recommence conformément aux alinéas 2 et 3 jusqu'à ce que la demande soit complète.

§ 4. Le demandeur est informé de la nécessité d'une consultation dans :

- 1° les cinq jours ouvrables de la réception de la demande ou
- 2° les trois jours ouvrables de la réception du complément d'information visé au § 3.

§ 5. L'autorisation ou le refus est notifié au demandeur dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande ou, le cas échéant, du complément d'information. Ce délai est de quinze jours ouvrables si la demande a nécessité une consultation.

Section 4. — La forme et le contenu de l'autorisation

Art. 8. L'autorisation mentionne notamment l'itinéraire à suivre, les prescriptions en termes de hauteur, longueur, largeur, masse, charges et distances des essieux ainsi que les mesures à prendre pour éviter une détérioration de la voie publique, de ses dépendances, des ouvrages d'art et des propriétés contiguës.

Art. 9. L'autorité gestionnaire détermine la manière dont le transport exceptionnel se déroule.

Le demandeur informe l'autorité gestionnaire du moment où le transport exceptionnel aura lieu. Cette information doit parvenir à l'autorité gestionnaire au plus tard trois jours ouvrables avant le passage du transport exceptionnel sur le bien domanial.

Art. 10. Chaque itinéraire fait l'objet d'une reconnaissance préalable effectuée par le détenteur de l'autorisation.

Si des obstacles à écarter pour le passage du transport exceptionnel sont rencontrés lors de la reconnaissance de l'itinéraire, l'autorité gestionnaire doit en être informée immédiatement par l'utilisateur.

Si un obstacle imprévu est rencontré lors du transport exceptionnel, une déviation de l'itinéraire imposé peut être prévue dans les conditions à définir par l'autorité gestionnaire.

Les mesures à prendre sont ensuite déterminées en concertation commune avec l'autorité gestionnaire. Les frais y afférents incombent au titulaire de l'autorisation.

Section 5. — La redevance

Art. 11. § 1^{er}. Une redevance est due par le demandeur pour le traitement de la demande d'autorisation et à payer après la notification de l'autorisation :

1° 25 euros pour un véhicule exceptionnel des catégories 1 et 2;

2° 40 euros pour un véhicule exceptionnel des catégories 3 et 4.

§ 2. Si les délais visés à l'article 7, §§ 3 et 5, sont respectés, le montant de la redevance visée au § 1^{er} est exigible.

§ 3. 20 pour cent du montant de la redevance visée au § 1^{er} restent exigibles, comme coût de dossier, même en cas de refus de l'autorisation ou de non respect des délais visés à l'article 7, §§ 3 et 5 ou d'annulation de la demande d'autorisation par le demandeur.

§ 4. Les montants repris au § 1^{er} sont liés à l'indice santé du mois de novembre 2011.

Ils sont automatiquement adaptés le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice santé du mois de novembre de l'année précédente.

Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, augmenté de 0,50 euro maximum ou diminué de 0,49 euro maximum pour obtenir un nombre entier.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 13. Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture,
de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3684

[2012/206980]

29. NOVEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erteilung der Genehmigung für außergewöhnliche Transporte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 3, § 4;

Aufgrund des am 10. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.955/2/V des Staatsrats;

Aufgrund des am 3. Juli 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Definitionen

Artikel 1 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

2° "Domänialgut": das regionale öffentliche Netz im Sinne des Dekrets;

3° "Genehmigung": die Genehmigung im Sinne von Artikel 3 des Dekrets;

4° "Straßenverkehrsordnung": der Königliche Erlass vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße;

5° "technische Regelung": der Königliche Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, Bestandteile und Sicherheitszubehör;

6° "Benutzer": jede natürliche oder juristische Person, die ein außergewöhnliches Fahrzeug benutzt;

7° "unteilbare Last": eine Last, die zum Zwecke des Straßentransports nicht ohne Kosten oder die Gefahr hoher Schäden in mehrere Ladungen aufgeteilt werden kann, und die wegen ihrer Abmessungen oder ihres Gewichts nicht durch einen Transport befördert werden kann, dessen Abmessungen oder Gewicht der Straßenverkehrsordnung oder der technischen Regelung genügen;

8° "außergewöhnlicher Transport": jede Bewegung eines außergewöhnlichen Fahrzeugs auf der öffentlichen Straße;

9° "außergewöhnliches Fahrzeug": Kraftfahrzeug, Anhänger oder Zug miteinander verbundener Fahrzeuge im Sinne von Artikel 1 der technischen Regelung, das bzw. der aufgrund seiner Konstruktion oder seiner unteilbaren Last die in der Straßenverkehrsordnung oder der technischen Regelung festgelegten Höchstwerte in Sachen Gewicht oder Abmessungen überschreitet;

10° "Verwaltungsbehörde": der Öffentliche Dienst der Wallonie;

11° "Konsultierung": die Anfrage nach technischen Auskünften.

§ 2. In vorliegendem Erlass nicht definierte Begriffe, die benutzt werden, um Kraftfahrzeuge, Anhänger oder ihre Merkmale zu bezeichnen, müssen in Übereinstimmung mit den entsprechenden Definitionen in der technischen Regelung verstanden werden.

Abschnitt 2 — Gegenstand

Art. 2 - In vorliegendem Erlass werden die Verfahrensregeln für die Erteilung einer Genehmigung für einen außergewöhnlichen Transport festgelegt.

In diesem Erlass werden ebenfalls die allgemeinen Bedingungen bestimmt, die für diese Genehmigung gelten, einschließlich der Zahlung von Gebühren, deren Tarif hier festgelegt wird, und der Modalitäten für deren Erhebung.

Für jede Genehmigung kann die Verwaltungsbehörde des betreffenden Domanialgutes je nach der örtlichen Lage oder spezifischen Auflagen besondere Bedingungen auferlegen.

Abschnitt 3 — Kategorien von außergewöhnlichen Fahrzeugen

Art. 3 - Die Kategorien von außergewöhnlichen Fahrzeugen sind die Folgenden:

1. Kategorie 1: das außergewöhnliche Fahrzeug, das folgenden Bedingungen genügt:

a) wenn es sich um ein einmaliges Fahrzeug handelt, ist dessen Länge höchstens 19,00 Meter; wenn es sich um einen Zug miteinander verbundener Fahrzeuge handelt, ist dessen Länge höchstens 27,00 Meter;

b) seine Breite ist höchstens 3,50 Meter;

c) seine Höhe und sein Gewicht genügen der Straßenverkehrsordnung und der technischen Regelung;

2. Kategorie 2: das außergewöhnliche Fahrzeug, das mindestens einer der folgenden Bedingungen genügt:

a) wenn es sich um ein einmaliges Fahrzeug handelt, ist dessen Länge mehr als 19,00 Meter und höchstens 22,00 Meter; wenn es sich um einen Zug miteinander verbundener Fahrzeuge handelt, ist dessen Länge mehr als 27,00 Meter und höchstens 30,00 Meter;

b) seine Breite ist mehr als 3,50 Meter und höchstens 4,25 Meter;

c) seine Höhe überschreitet die in der Straßenverkehrsordnung und in der technischen Regelung vorgesehenen Höchstwerte und ist höchstens 4,50 Meter;

d) sein Gewicht überschreitet die in der Straßenverkehrsordnung und in der technischen Regelung vorgesehenen Höchstwerte und ist höchstens 90,000 Tonnen;

3. Kategorie 3: das außergewöhnliche Fahrzeug, das mindestens einer der folgenden Bedingungen genügt:

a) wenn es sich um ein einmaliges Fahrzeug handelt, ist dessen Länge mehr als 22,00 Meter und höchstens 28,00 Meter;

b) wenn es sich um einen Zug miteinander verbundener Fahrzeuge handelt, ist dessen Länge mehr als 30,00 Meter und höchstens 35,00 Meter;

c) seine Breite ist mehr als 4,25 Meter und höchstens 5,00 Meter;

d) seine Höhe ist mehr als 4,50 Meter und höchstens 4,80 Meter;

e) sein Gewicht ist mehr als 90,000 Tonnen und höchstens 120,000 Tonnen;

4. Kategorie 4: das außergewöhnliche Fahrzeug dieser Kategorie genügt mindestens einer der folgenden Bedingungen:

a) wenn es sich um ein einmaliges Fahrzeug handelt, ist dessen Länge mehr als 28,00 Meter;

b) wenn es sich um einen Zug miteinander verbundener Fahrzeuge handelt, ist dessen Länge mehr als 35,00 Meter;

c) seine Breite ist mehr als 5,00 Meter;

d) seine Höhe ist mehr als 4,80 Meter;

e) sein Gewicht ist mehr als 120,000 Tonnen.

KAPITEL II — Genehmigung

Abschnitt 1 — Genehmigungspflicht

Art. 4 - § 1. Jede Zulassung eines außergewöhnlichen Fahrzeugs im öffentlichen Verkehr benötigt eine vorherige ausdrückliche Genehmigung der Verwaltungsbehörde und eine Zurkenntnisnahme der Genehmigungsaufgaben.

§ 2. Der Benutzer des außergewöhnlichen Fahrzeugs ist mit der Einhaltung aller in der Genehmigung enthaltenen Vorschriften beauftragt.

§ 3. Die Bestimmungen vorliegenden Erlasses gelten nicht für die folkloristischen Wagen unter den Bedingungen von Artikel 56bis der Straßenverkehrsordnung sowie für die außergewöhnlichen Fahrzeuge, die durch folgende Instanzen im öffentlichen Verkehr zugelassen werden:

- die Armee;

- die Polizeidienste;

- die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes im Rahmen ihrer Aufgaben;

- Subunternehmer der Verwalter des Straßen- und Wegenetzes, wenn sie während der Wintersaison der Schneeräumung oder der Streuung von Auftausalz dienen, insofern sich der außergewöhnliche Charakter des Fahrzeugs aus der Schneeschaukel oder der Streuanlage ergibt;

- den Zivilschutz;

- die Feuerwehr,

oder die durch die Behörden im Rahmen der Bekämpfung von Katastrophen requiriert werden.

In diesen Fällen findet der außergewöhnliche Transport unter der Leitung der Behörde statt, die das außergewöhnliche Fahrzeug benutzt. Diese Behörde trifft alle erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung der Verkehrssicherheit sowie der Sicherheit und Verkehrseignung des außergewöhnlichen Fahrzeugs.

§ 4. Die Gemeinderäte können Ergänzungsverordnungen erlassen, durch welche die Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Erlasses auf den Verkehr zwischen Ein- und Ausschiffungsflächen, Lagern, Schuppen, Depots und Betrieben in See- oder Binnenhäfen oder in deren Nähe, durch den Erzeugnisse in diesen Häfen im Transitverkehr befördert werden, aufgehoben oder geändert wird.

Art. 5 - Die Verwaltungsbehörde kann den außergewöhnlichen Transport zu bestimmten Zeitpunkten oder an bestimmten Stellen oder unter bestimmten Umständen untersagen, oder ihn bestimmten Auflagen unterwerfen.

Abschnitt 2 — Arten von Genehmigungen

Art. 6 - Die Genehmigung hat eine Gültigkeitsdauer von:

- 1° höchstens fünf Jahren für außergewöhnliche Fahrzeuge der Kategorie 1;
- 2° höchstens einem Jahr für außergewöhnliche Fahrzeuge der Kategorie 2;
- 3° höchstens vier Monaten für außergewöhnliche Fahrzeuge der Kategorie 3;
- 4° höchstens zwei Monaten für außergewöhnliche Fahrzeuge der Kategorie 4;

Abschnitt 3 — Genehmigungsverfahren

Art. 7 - § 1. Der Empfang des Genehmigungsantrags wird durch die Sendung einer Empfangsbestätigung an den Antragsteller festgestellt.

§ 2. Der Antrag ist zulässig, wenn die Gebühren betreffend früher eingereichte Anträge gemäß Artikel 11 gezahlt worden sind.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist oder weitere Auskünfte benötigt, wird dem Antragsteller binnen fünf Werktagen ab dem Eingangsdatum des Antrags ein Verzeichnis der fehlenden Angaben zugesandt.

Der Antragsteller wird über das Eingangsdatum der fehlenden Angaben informiert.

Wenn die erhaltenen Elemente noch immer weitere Auskünfte benötigen, wird dem Antragsteller binnen drei Werktagen ab dem in Absatz 2 genannten Datum erneut ein Verzeichnis der fehlenden Angaben zugesandt.

Das Verfahren wird gemäß den Absätzen 2 und 3 wiederholt bis der Antrag vollständig ist.

§ 4. Der Antragsteller wird binnen folgenden Fristen über die Notwendigkeit einer Konsultierung informiert:

- 1° fünf Werktagen nach dem Eingang des Antrags, oder
- 2° drei Werktagen nach dem Eingang der in § 3 genannten weiteren Auskünfte.

§ 5. Die Genehmigung oder Verweigerung der Genehmigung wird dem Antragsteller binnen fünf Werktagen ab dem Empfangsdatum des Antrags oder ggf. der weiteren Auskünfte mitgeteilt. Diese Frist beträgt fünfzehn Tage wenn der Antrag eine Konsultierung benötigt hat.

Abschnitt 4 — Form und Inhalt der Genehmigung

Art. 8 - In der Genehmigung werden insbesondere die zu fahrende Strecke, die Vorschriften in Sachen Höhe, Länge, Breite, Gewicht, Achsbelastung und Achsabstand sowie die zu treffenden Maßnahmen, um eine Beschädigung der öffentlichen Straße, ihrer Nebenanlagen, der Kunstbauten und der angrenzenden Eigentümer zu vermeiden, angegeben.

Art. 9 - Die Verwaltungsbehörde bestimmt die Art und Weise, wie sich der außerordentliche Transport abläuft.

Der Antragsteller informiert die Verwaltungsbehörde über den Zeitpunkt, an dem der außerordentliche Transport stattfinden wird. Die Verwaltungsbehörde muss diese Information spätestens drei Werktage, bevor der außerordentliche Transport auf dem Domänialgut stattfindet, erhalten.

Art. 10 - Jede Fahrstrecke wird vom Inhaber der Genehmigung im Voraus erkundet.

Wenn bei der Erkundung der Fahrstrecke festgestellt wird, dass bestimmte Hindernisse für das Vorbeifahren des außerordentlichen Transports zu räumen sind, muss der Benutzer die Verwaltungsbehörde unverzüglich davon informieren.

Falls während des außerordentlichen Transports auf ein unvorhergesehenes Hindernis gestoßen wird, kann unter vor der Verwaltungsbehörde bestimmten Bedingungen eine Umleitung von der auferlegten Fahrstrecke vorgesehen werden.

Die zu treffenden Maßnahmen werden danach im Einvernehmen mit der Verwaltungsbehörde getroffen. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Genehmigungsinhabers.

Abschnitt 5 — Gebühr

Art. 11 - § 1. Für die Bearbeitung des Genehmigungsantrags schuldet der Antragsteller eine Gebühr, die nach der Zustellung der Genehmigung wie folgt zu zahlen ist:

- 1° 25 Euro für ein außergewöhnliches Fahrzeug der Kategorien 1 und 2;
- 2° 40 Euro für ein außergewöhnliches Fahrzeug der Kategorien 3 und 4;

§ 2. Wenn die in Artikel 7, § 3 und § 5 genannten Fristen eingehalten werden, ist der in § 1 genannte Betrag der Gebühr einforderbar.

§ 3. 20 Prozent des in § 1 genannten Betrags der Gebühr bleiben als Bearbeitungskosten einforderbar, auch wenn die Genehmigung verweigert wird, wenn die in Artikel 7, § 3 und § 5 genannten Fristen nicht eingehalten oder wenn der Antragsteller den Genehmigungsantrag zurückzieht.

§ 4. Die in § 1 genannten Beträge sind an den Gesundheitsindex des Monats November 2011 gebunden.

Sie werden am 1. Januar eines jeden Jahres je nach der Entwicklung des Gesundheitsindex des Monats November des Vorjahres automatisch angepasst.

Bei der Indexierung wird das Ergebnis gegebenenfalls um höchstens 0,50 Euro erhöht oder höchstens 0,49 Euro vermindert, um eine ganze Zahl zu erhalten.

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 12 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister für öffentliche Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 29. November 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3684

[2012/206980]

29 NOVEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegedomein, artikel 3, § 4;

Gelet op het advies 51.955/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juli 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2012;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Begripsomschrijving*

Artikel 1. § 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegedomein;

2° "domaniaal goed" : het gewestelijk openbaar domein zoals omschreven in het decreet;

3° "vergunning" : de toestemming bedoeld in artikel 3 van het decreet;

4° "Wegcode" : het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

5° "technisch reglement" : het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

6° "gebruiker" : elke natuurlijke of rechtspersoon die een uitzonderlijk voertuig gebruikt;

7° "ondeelbare lading" : een lading die voor vervoer over de weg niet kan opgedeeld worden in meerdere ladingen zonder belangrijke kosten of schaderisico's en die wegens haar afmetingen en massa niet vervoerd kan worden door een transport waarvan de afmetingen en massa voldoen aan de Wegcode en het technisch reglement;

8° "uitzonderlijk vervoer" : elke verplaatsing van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg;

9° "uitzonderlijk voertuig" : een auto, een aanhangwagen of een sleep, zoals gedefinieerd in artikel 1 van het technisch reglement, die wegens zijn constructie of zijn ondeelbare lading, de grenzen inzake massa of afmetingen overschrijdt die in de Wegcode en het technisch reglement vastliggen;

10° "beherende overheid" : de Waalse Overheidsdienst;

11° "raadpleging" : de vraag om technische informatie.

§ 2. De niet in dit besluit omschreven termen die gebruikt worden om naar de auto's, aanhangwagens of desbetreffende kenmerken te verwijzen worden verstaan overeenkomstig de definities die in het technisch reglement gegeven worden.

Afdeling 2. — Doel

Art. 2. Dit besluit bepaalt de procedureregels tot toekenning van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer.

Het voorziet ook in de algemene voorwaarden waaraan die vergunning onderworpen wordt, met inbegrip van retributies waarvan het tarief en de inningsmodaliteiten bepaalt.

Voor elke vergunning kan de overheid die het domaniale goed beheert bijzondere voorwaarden opleggen naar gelang van de plaatselijke toestand of de specifieke behoeften.

Afdeling 3. — Categorieën van uitzonderlijke voertuigen

Art. 3. De categorieën van uitzonderlijke voertuigen zijn de volgende :

1° Categorie 1 : het uitzonderlijk voertuig dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) voor een enkelvoudig voertuig is zijn lengte kleiner dan of gelijk aan 19,00 meter; voor een sleep is zijn lengte kleiner dan of gelijk aan 27,00 meter;

b) zijn breedte is kleiner dan of gelijk aan 3,50 meter;

c) zijn hoogte en zijn massa voldoen aan de Wegcode en het technisch reglement;

2° Categorie 2 : het uitzonderlijk voertuig dat aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoet :

a) voor een enkelvoudig voertuig is zijn lengte groter dan 19,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 22,00 meter; voor een sleep is zijn lengte groter dan 27,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 30,00 meter;

b) zijn breedte is groter dan 3,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,25 meter;

c) zijn hoogte overschrijdt de grenzen voorzien in de Wegcode en het technisch reglement en is kleiner dan of gelijk aan 4,50 meter;

d) zijn massa overschrijdt de grenzen voorzien in het technisch reglement en is kleiner dan of gelijk aan 90,000 ton;

3° Categorie 3 : het uitzonderlijk voertuig dat aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoet :

a) voor een enkelvoudig voertuig is zijn lengte groter dan 22,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 28,00 meter;

b) voor een sleep is zijn lengte groter dan 30,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 35,00 meter;

c) zijn breedte is groter dan 4,25 meter en kleiner dan of gelijk aan 5,00 meter;

d) zijn hoogte is groter dan 4,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,80 meter;

e) zijn massa is groter dan 90,000 ton en kleiner dan of gelijk aan 120,000 ton;

4° Categorie 4: het uitzonderlijk voertuig van deze categorie voldoet aan minstens één van volgende voorwaarden:

- a) voor een enkelvoudig voertuig is zijn lengte groter dan 28,00 meter;
- b) voor een sleep is zijn lengte groter dan 35,00 meter;
- c) zijn breedte is groter dan 5,00 meter;
- d) zijn hoogte is groter dan 4,80 meter;
- e) zijn massa is groter dan 120,000 ton.

HOOFDSTUK II. — Vergunning

Afdeling 1. — Verplichting tot vergunning

Art. 4. § 1. Een uitzonderlijk voertuig mag niet in het verkeer gebracht worden op de openbare weg zonder voorafgaande uitdrukkelijke vergunning van de beherende overheid en zonder kennisgeving van de vergunningsvoorwaarden.

§ 2. De gebruiker van het uitzonderlijk voertuig is belast met de naleving van alle voorschriften opgenomen in de vergunning.

§ 3. De bepalingen van dit besluit gelden niet voor folkloristische voertuigen onder de voorwaarden van artikel 56bis van de Wegcode, noch voor de uitzonderlijke voertuigen die op de openbare weg in het verkeer gebracht worden door:

- het leger;
 - de politiediensten;
 - de wegbeheerders voor het uitvoeren van hun opdrachten;
 - de onderaannemers van de wegbeheerders, wanneer ze tijdens de winterperiode aangesteld worden voor opdrachten van sneeuwopruiming of strooiing voor zover het uitzonderlijke karakter van het voertuig verband houdt met de sneeuwschuiver of de strooimachine;
 - de civiele bescherming;
 - de brandweer;
- of die door de overheid opgevorderd worden voor rampenbestrijding.

In deze gevallen gebeurt het uitzonderlijk vervoer onder de leiding van de autoriteit die het uitzonderlijk voertuig gebruikt. Deze autoriteit neemt alle vereiste maatregelen om de verkeersveiligheid te verzekeren alsmede om het verkeer van het uitzonderlijk voertuig veilig en vlot te laten verlopen.

§ 4. De gemeenteraden kunnen bijkomende reglementen vastleggen om de toepassing van de bepalingen van dit besluit op te schorten of te wijzigen voor het verkeer tussen de laad- en loskades, de opslagplaatsen, de loodsen, de magazijnen en de ondernemingen gevestigd in de zee- of binnenhavens of in de nabijheid ervan, waar de producten die langs die havens transiteren behandeld worden.

Art. 5. De beherende overheid kan het uitzonderlijke vervoer op bepaalde tijdstippen of plekken of onder bepaalde omstandigheden verbieden of het aan bepaalde voorwaarden onderwerpen.

Afdeling 2. — Types van vergunningen

Art. 6. De vergunning heeft een geldigheidsduur van:

- 1° maximum vijf jaar voor uitzonderlijke voertuigen van categorie 1;
- 2° maximum één jaar voor uitzonderlijke voertuigen van categorie 2;
- 3° maximum vier maanden voor uitzonderlijke voertuigen van categorie 3;
- 4° maximum twee maanden voor uitzonderlijke voertuigen van categorie 4.

Afdeling 3. — Vergunningsprocedure

Art. 7. § 1. De ontvangst van de vergunningsaanvraag wordt bevestigd door de verzending van een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

§ 2. De aanvraag is ontvankelijk als de retributies betreffende vroeger ingediende aanvragen overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 zijn betaald.

§ 3. Indien de aanvraag niet volledig is en bijkomende informatie wordt vereist, wordt binnen vijf werkdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, een lijst van de ontbrekende elementen aan de aanvrager gestuurd.

De aanvrager wordt in kennis gesteld van de datum van ontvangst van de ontbrekende gegevens.

Indien nogmaals bijkomende informatie vereist wordt, wordt binnen drie werkdagen, te rekenen vanaf de datum bedoeld in het tweede lid, opnieuw een lijst van de ontbrekende elementen aan de aanvrager gestuurd.

De procedure herbegint overeenkomstig het tweede en derde lid totdat de aanvraag volledig is.

§ 4. De aanvrager wordt in kennis gesteld van de noodzaak van een raadpleging binnen:

- 1° vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag of
- 2° drie werkdagen na ontvangst van de bijkomende informatie bedoeld in § 3.

§ 5. De toestemming of de weigering wordt aan de aanvrager meegedeeld binnen vijf werkdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, of, desgevallend, van de bijkomende informatie. Die termijn bedraagt vijftien werkdagen voor een aanvraag waarvoor een raadpleging vereist wordt.

Afdeling 4. — Vorm en inhoud van de vergunning

Art. 8. De vergunning vermeldt o.a. de te volgen route, de voorschriften inzake de hoogte, lengte, breedte, massa, ladingen en radstanden alsook de te treffen maatregelen ter voorkoming van een beschadiging van de openbare weg, de aanhorigheden ervan, de kunstwerken en de aangrenzende eigendommen.

Art. 9. De beherende overheid bepaalt hoe het uitzonderlijke vervoer moet verlopen.

De aanvrager geeft de beherende overheid kennis van het tijdstip waarop het uitzonderlijke vervoer zal plaatsvinden. Die informatie wordt uiterlijk drie werkdagen voor de doortocht van het uitzonderlijke vervoer op het domein goed aan de beherende overheid meegedeeld.

Art. 10. Elke route wordt vooraf verkend door de houder van de vergunning.

Als tijdens de verkenning van de route hindernissen tegengekomen worden die uit de weg geruimd moeten worden om het uitzonderlijk vervoer door te laten, moet de beherende overheid onmiddellijk verwittigd worden door de gebruiker.

Als een onverwacht hindernis tegengekomen wordt tijdens het uitzonderlijk vervoer, kan een omlegging van de opgelegde route voorzien worden onder door de beherende overheid te bepalen voorwaarden.

De te nemen maatregelen worden vervolgens bepaald in gemeenschappelijk overleg met de beherende overheid. De desbetreffende kosten zijn voor rekening van de houder van de vergunning.

Afdeling 5. — Retributie

Art. 11. § 1. De aanvrager moet voor de behandeling van de vergunningsaanvraag een retributie betalen na kennisgeving van de toestemming, namelijk :

1° 25 euro voor een uitzonderlijk voertuig van de categorieën 1 en 2;

2° 40 euro voor een uitzonderlijk voertuig van de categorieën 3 en 4.

§ 2. Indien de termijnen bedoeld in artikel 7, §§ 3 en 5, in acht genomen worden, is het bedrag van de retributie bedoeld in § 1 opeisbaar.

§ 3. 20 % van het bedrag van de retributie bedoeld in § 1 blijven als dossierkosten opeisbaar, zelfs in geval van weigering van de vergunning of van niet inachtneming van de termijnen bedoeld in artikel 7, §§ 3 en 5 of van annulering van de vergunningsaanvraag door de aanvrager.

§ 4. De bedragen opgenomen in § 1 zijn gekoppeld aan de gezondheidsindex van de maand november 2011.

Zij worden automatisch aangepast op 1 januari van elk jaar naar gelang van de evolutie van de gezondheidsindex van de maand november van het voorafgaande jaar.

Bij het indexeren wordt de uitkomst in voorkomend geval verhoogd met hoogstens 0,50 euro of verminderd met hoogstens 0,49 euro om een geheel getal te verkrijgen.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 13. De Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3685

[2012/206873]

4 MAI 2012. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01, 11 et 12 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 15 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, notamment les articles 6 et 53;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2012;

Considérant la nécessité de transférer des crédits non dissociés à l'allocation de base 12.02 du programme 12 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, afin de pallier l'insuffisance de crédits non dissociés sur cette allocation de base;

Considérant la nécessité de transférer des crédits non dissociés à l'allocation de base 12.11 du programme 01 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, afin de financer des politiques informatiques;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'allocation de base 53.03 du programme 11 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, afin de pallier l'insuffisance de crédits d'engagement sur cette allocation de base,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés à concurrence de 50 milliers d'EUR sont transférés du programme 11 de la division organique 16 au programme 12 de la même division organique.

Des crédits non dissociés à concurrence de 24 milliers d'EUR sont transférés du programme 11 de la division organique 16 au programme 01 de la même division organique.

Des crédits d'engagement à concurrence de 224 milliers d'EUR sont transférés du programme 12 de la division organique 16 au programme 11 de la même division organique.